Presse écrite FRA

LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE

Edition : **Octobre - Novembre 2025**
P.46-47
Famille du média : **Médias spécialisés grand public**
Périodicité : **Bimestrielle**
Audience : **224699**



Journaliste : **Tanguy Struye de Swielande**
Nombre de mots : **1383**



Vers une nouvelle *architecture eurasienne* autour de Pékin ?

Par **Tanguy Struye de Swielande**, professeur de relations internationales à l'Université catholique de Louvain et chercheur associé à l'Institut Egmont (Bruxelles).

Photo ci-dessus : Photo de groupe des chefs d'État et de gouvernement participant au Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghaï qui s'est déroulé en Chine à Tianjin, les 31 aout et 1er septembre 2025. (© President.az)

À travers deux cérémonies soigneusement orchestrées, où Xi Jinping apparaissait triomphant au centre de l'attention, la Chine a montré qu'elle se présentait comme une alternative aux États-Unis en tant que puissance structurante des relations internationales.

Le 25e Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS), qui s'est tenu à Tianjin (Chine) les 31 aout et 1er septembre, a rassemblé 24 chefs d'État et de gouvernement, incluant les pays membres, les pays ayant un statut d'observateur, les partenaires de dialogue ainsi que des représentants d'organisations internationales (1). À travers une mise en scène finement préparée, le président Xi Jinping, maitre de cérémonie, a veillé à montrer qu'il existait une alternative à l'ordre occidental, dont le noyau dur pourrait être formé autour de la Chine par l'OCS. Il n'est donc pas anodin que les statuts d'observateur et de partenaire de dialogue de l'OCS aient été fusionnés en un statut unique de partenaire, ce qui pourrait à terme faciliter l'intégration de nouveaux membres, une ambition explicite de la Chine.
Lors du sommet, Xi Jinping a présenté une alternative au modèle occidental à travers son initiative pour la gouvernance mondiale, qui repose sur cinq concepts clés à poursuivre et à défendre : l'égalité souveraine, l'état de droit international, le multilatéralisme, la primauté du peuple, les actions concrètes. Cette initiative complète les précédentes initiatives lancées depuis 2021 : l'Initiative globale de civilisation et l'Initiative globale de développement en 2021 ; l'Initiative globale de sécurité en 2022 ; le livre blanc intitulé « Une communauté mondiale pour un avenir commun : propositions et actions de la Chine » en 2023. Depuis une dizaine d'années, Pékin veut projeter une image de rassembleur et d'acteur responsable. À travers sa dernière initiative, la Chine endosse activement le rôle de leader dans la défense de l'ordre international, notamment via une réforme des Nations Unies, où elle inscrit cette initiative. Elle occupe ainsi un rôle laissé vacant par une Amérique agressive, isolationniste et unilatéraliste. L'audience visée est principalement ce que l'on dénomme communément le « Sud global », avec l'objectif de séduire ces États afin de les inciter à se détacher de l'ordre libéral et à se rapprocher d'un ordre centré sur la Chine.

Une unité relative

L'unité affichée lors de ce sommet doit être replacée dans le cadre d'une communication stratégique. Laisser paraitre au monde une OCS unie permet à Pékin de poursuivre deux objectifs : d'une part, montrer aux pays du Sud global l'unité autour d'une Chine leader, en contraste avec la fragmentation des alliances occidentales et le désengagement américain ; d'autre part, encourager cette fragmentation au sein des démocraties libérales en exposant la bienveillance d'une Chine stable et inclusive.
Pourtant, si les pays présents au sommet partagent des griefs envers l'Occident et l'ordre libéral établi depuis 1945, leurs positions divergent quant à la conduite à tenir et aux objectifs à atteindre : tous ne souhaitent pas la disparition pure et simple de cet ordre au profit d'une alternative chinoise.
Par ailleurs, l'OCS reste avant tout une organisation politique, et non militaire, dont certains membres entretiennent des relations tendues. On pense notamment à la relation conflictuelle entre l'Inde et le Pakistan, ou encore aux tensions entre l'Inde et la Chine, qui, malgré un certain rapprochement, restent des rivaux géopolitiques. Sans oublier les pays d'Asie centrale, dont les politiques sont très diversifiées et qui ne veulent pas avoir à choisir entre l'Inde, la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Europe.

Un défi géopolitique majeur

Ainsi, même si nous ne sommes pas encore au stade d'un axe Pékin-Moscou-New Delhi — malgré les images de Narendra Modi, Vladimir Poutine et Xi Jinping riant ensemble, qui pourraient laisser croire le contraire —, les Occidentaux, Américains en tête, devraient s'inquiéter d'une Eurasie se rassemblant autour de Pékin. De ce point de vue, alors que l'administration Trump cherchait à éviter une unité eurasienne en éloignant l'Iran, la Russie et la Chine, c'est désormais l'inverse qui se produit. La présence du président iranien au sommet a montré qu'après la guerre de juin avec Israël, l'Iran n'était pas isolé sur la

Tous droits de reproduction et de représentation réservés au titulaire de droits de propriété intellectuelle. L'accès aux articles et le partage sont strictement limités aux utilisateurs autorisés.

scène internationale et continuait de renforcer ses liens avec Moscou et Pékin. Par ailleurs, au lieu de renforcer ses liens avec l'Inde, rempart contre la Chine, l'administration américaine a affaibli sa relation avec New Delhi à travers une politique commerciale prédatrice. Pourtant, une Eurasie rassemblée à terme autour de Pékin représenterait un défi géopolitique majeur pour les États-Unis, qui feraient alors face à un bloc géopolitique puissant, réduisant ainsi drastiquement leur sphère d'influence aux seuls continents américain et européen. Les enjeux économiques dans la région sont très nombreux, et la Chine en a depuis longtemps saisi l'importance. Ces observations rendent d'autant plus difficile à comprendre la position américaine vis-à-vis de l'Inde, partenaire crucial dans la compétition géopolitique avec la Chine, explicitement identifiée par l'administration Trump comme le principal défi de Washington.

Si les pays présents au sommet partagent des griefs envers l'Occident et l'ordre libéral établi depuis 1945, leurs positions divergent quant à la conduite à tenir et aux objectifs à atteindre : tous ne souhaitent pas la disparition pure et simple de cet ordre au profit d'une alternative chinoise.

Dans le prolongement du sommet, la Chine a organisé le 3 septembre la commémoration du 80e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, à laquelle ont participé une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, dont Vladimir Poutine et Kim Jong-un, mais en l'absence du Premier ministre indien Modi et du président turc Recep Tayyip Erdoğan. La présence de Kim Jong-un a montré que la Chine restait un partenaire de la Corée du Nord, malgré le rapprochement récent entre Pyongyang et Moscou, matérialisé par la signature en juin 2024 d'un traité de sécurité et de défense. Par cette invitation, la Chine a démontré qu'elle n'acceptait pas une mainmise russe sur la Corée du Nord et qu'elle souhaitait se rapprocher à nouveau de Pyongyang, malgré la détérioration des relations ces dernières années. Ces événements illustrent que, si le partenariat entre la Russie et la Chine reste fort, il est également empreint de rivalités, que ce soit par rapport à la Corée du Nord ou l'Asie centrale. Dans cette région cruciale pour la projection de puissance des deux États, la Russie acceptera-t-elle une domination chinoise, alors que l'Asie centrale relève de sa politique de voisinage proche et donc de sa sphère d'influence naturelle ?

La commémoration a également été l'occasion pour la Chine d'organiser un défilé militaire, mettant en avant sa puissance dans tous les domaines. La présentation de nombreuses nouveautés a permis de démontrer sa capacité d'innovation technologique et l'ampleur de son complexe militaro-industriel, offrant ainsi un aperçu aux clients potentiels de l'industrie de défense chinoise tout en affichant sa puissance technologique à ses adversaires.

Ces deux événements de diplomatie publique ne doivent donc pas être minimisés. Le message de Pékin s'adresse non seulement à ses partenaires, mais aussi à ses rivaux et aux pays indécis : face à une Amérique qui ne joue pas pleinement le rôle qu'elle prétend endosser, la Chine se tient prête à reprendre le flambeau.

Tanguy Struye de Swielande

Note

(1) Pays membres présents : Chine, Biélorussie, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizstan, Pakistan, Russie, Tadjikistan, Ouzbékistan. Pays partenaires présents : Arménie, Azerbaïdjan, Cambodge, Égypte, Laos, Maldives, Myanmar, Népal, Turquie. Pays observateur présent : Mongolie. Également présents : Indonésie, Malaisie, Turkménistan, Vietnam.

L'Organisation de coopération de Shanghaï : une organisation au service de la Chine ?



Source : Organisation de coopération de Shanghai, 2025

Du même auteur

Le dragon et l'éléphant : Chine-Inde, les deux géants du XXIe siècle, CNRS éditions, octobre 2025, 320 p.

Tous droits de reproduction et de représentation réservés au titulaire de droits de propriété intellectuelle. L'accès aux articles et le partage sont strictement limités aux utilisateurs autorisés.